

**Faculté des sciences économiques,
Sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Action Humanitaire de la Chine en Afrique : Arme d'influence politique ?

Auteur : Cornu Pierre-Hadrien

Promoteur : Michel Liégeois

Année académique : Master de spécialisation Action humanitaire internationale 2024-2025

Déclaration déontologique :

Je déclare sur l'honneur que ce TFE a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant.es en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Signature de l'étudiant :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Cornu', with a long, sweeping horizontal stroke underneath.

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes celles et ceux qui m'ont accompagné tout au long de l'élaboration de ce mémoire de spécialisation, et qui ont contribué à faire de ce projet un véritable aboutissement académique et personnel.

Je remercie tout d'abord mon promoteur, le Professeur Michel Liégeois, pour son précieux encadrement, ses conseils avisés et sa disponibilité tout au long de ce travail. Son expertise et sa rigueur m'ont permis d'avancer dans la bonne direction, d'affiner mes analyses et d'enrichir ma réflexion. Grâce à son accompagnement, j'ai pu aborder ce sujet avec confiance et bénéficier d'un regard critique essentiel pour mener à bien ce projet.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à mes parents, qui m'ont soutenu tout au long de ce parcours. Leur présence bienveillante, leurs encouragements et leur patience m'ont été d'une aide précieuse, que ce soit dans les moments de doute ou de fatigue. Ils ont pris le temps de relire ce mémoire, d'en discuter avec moi, et de m'apporter des suggestions constructives qui ont contribué à l'amélioration du texte final.

Je souhaite également remercier l'ensemble de mes proches, amis et particulièrement Aurelia, qui ont su m'encourager et me motiver durant ces mois de travail. Leur écoute, leur disponibilité et leurs conseils m'ont été d'un grand réconfort, me permettant de garder le cap et d'avancer sereinement.

Enfin, je n'oublie pas l'équipe pédagogique et le personnel administratif de l'université pour leur soutien constant, leur professionnalisme et leur dévouement, qui ont permis le bon déroulement de cette formation et de ce mémoire.

À toutes et à tous, je vous adresse mes plus sincères remerciements.

Table des matières

1.	Introduction au mémoire :	5
a.	Choix du sujet de mémoire et explication de celui-ci	5
b.	Question de Recherche :	6
c.	Les hypothèses :	6
d.	Introduction aux théories :	8
i.	Le Soft power et le concept de puissance	8
ii.	Théories humanitaires :	11
2.	Développement :	14
a.	L'aide Humanitaire Multilatérale et Bilatérale chinoise en Afrique	14
i.	Aide Multilatérale chinoise en Afrique :	14
ii.	Aide Humanitaire Bilatérale en Afrique :	17
iii.	Quels sont les intérêts de la Chine derrière l'aide bilatérale et multilatérale ?	20
b.	L'aide au développement de la Chine en Afrique :	21
i.	Le cas de la Côte d'Ivoire :	21
ii.	Le cas de Djibouti :	24
iii.	Le cas de la Tanzanie	26
c.	Les autres acteurs d'aide humanitaire chinoise en Afrique :	28
i.	Les organisations non-gouvernementales chinoises :	28
ii.	Les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) :	29
d.	Est-ce que l'aide et l'action humanitaire chinoise est un <i>Soft power</i> efficace pour influencer l'Afrique ?	31
3.	Conclusion	34
a.	Réponse à la question de recherche et validation des hypothèses	34
4.	Bibliographie :	36

1. Introduction au mémoire :

a. Choix du sujet de mémoire et explication de celui-ci

J'ai choisi ce sujet car la thématique chinoise m'a toujours intéressée et que la Chine est un pays de plus en plus présent sur la scène internationale depuis une vingtaine d'années. L'aide humanitaire chinoise est une aide sur base d'intérêts étatiques forts. Il m'intéresse donc de comprendre comment une aide humanitaire, par principe désintéressée, peut devenir un puissant outil d'influence d'un Etat sur un autre.

Deux thématiques et leurs intrications seront donc abordées, d'une part la thématique politique du concept de puissance, et d'autre part la thématique humanitaire. L'aide humanitaire se définit généralement comme une assistance apportée aux populations en détresse, souvent dans un cadre d'urgence, sans discrimination et dans un esprit de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Elle vise à soulager la souffrance humaine, quelles que soient les considérations politiques, économiques ou militaires. Cette conception, fondée sur les principes éthiques du droit international humanitaire, entre cependant parfois en tension avec les réalités géopolitiques. Dans le cas chinois, cette tension est particulièrement marquée : les opérations d'aide, qu'elles prennent la forme de dons, d'envois de personnel médical ou de soutien logistique, semblent souvent répondre à des intérêts diplomatiques ou économiques bien définis, entrant dans la thématique politique du concept de puissance.

Dans le concept de puissance, nous allons analyser la notion de Soft power, la puissance utilisée par certains pays pour influencer d'autres pays cibles de manière légale et non-violente. Cette puissance peut se traduire par différentes actions comme expliqué ci-après. L'attraction économique qu'un pays peut créer est une forme de Soft power, le but étant de rendre dépendant cet autre pays. La voie culturelle est une autre forme de Soft power via un modèle identitaire fort. Un bon exemple est « l'American dream » qui a envahi les pays occidentaux tout comme beaucoup d'autres pays dans le monde. Ce rêve américain est vendu via une image de marque et de renommée sur laquelle les USA forgent leur identité. L'aide humanitaire est une troisième voie de Soft power.

L'aide humanitaire se définit généralement par comme une assistance apportée aux populations en détresse, visant à soulager la souffrance humaine quelles que soient les considérations politiques, économiques ou militaires. Il sera donc intéressant de voir comment la Chine arrive à utiliser les quatre principes humanitaires pour s'implanter petit à petit dans les pays africains. Ces quatre grands concepts sont l'humanité, l'indépendance, l'impartialité et la neutralité. Les instituts Confucius, respectant en principe ces quatre concepts, éduquent énormément de jeunes dans les pays africains. Mais, en contrepartie, ils sont aussi une arme d'influence douce mais néanmoins très efficace, en apportant non seulement les principes éducatifs de base mais aussi la pensée et la culture chinoise, ainsi que la propagande de la Chine et de son gouvernement. Le « Chinese dream » est vendu dans les pays d'Afrique de l'Est et fait rêver plus d'une personne.

b. Question de Recherche :

La question de recherche du départ est la suivante : quel est le réel intérêt de la Chine dans son aide humanitaire en Afrique ? Est-ce un « intérêt désintéressé » ou est-ce un intérêt économique et politique lié à la stratégie chinoise de Soft power ? La question de recherche va se focaliser sur la Chine dans certains pays d'Afrique. Cependant il faut être conscient que la Chine ne s'intéresse pas seulement à l'Afrique mais aussi aux pays d'Asie du Sud Est et au Pays d'Asie centrale. La Chine étend son modèle politique aux quatre coins du monde et a pour but depuis une vingtaine d'année de devenir la première puissance économique mondiale. La conquête n'est pas militaire mais n'en n'est pas moins bien réelle !

Dans la question de recherche, l'aide humanitaire est un concept généralisé, il devra être dissocié dans le mémoire des concepts d'aide au développement et d'opération de maintien de la paix (qui sont des branches proches de l'aide humanitaire étatique mais n'interviennent pas dans l'urgence). A travers les différentes actions de la Chine, il s'agira donc de comprendre le lien entre l'aide apportée par les différents vecteurs tel que les organisations non-gouvernementales, les organisations gouvernementales et l'aide étatique directe, avec l'intérêt potentiel que la Chine tire de ses investissements en Afrique.

c. Les hypothèses :

La première hypothèse est la suivante : La Chine utilise l'aide humanitaire en Afrique comme porte d'entrée vers les pays Africains. En offrant leur aide pour développer des camps de

réfugiés, des hôpitaux de premier secours et des plans pour la sécurité alimentaire, la Chine se montre garante de la sécurité des habitants des pays en détresse que ce soit suite à un conflit ou une catastrophe naturelle. Cela lui permet d'obtenir la confiance de ces pays et lui donc d'y implanter secondairement son modèle. Ces peuples apprennent ensuite l'histoire de la Chine via l'éducation qu'elle apporte en Afrique, ainsi que via sa culture et s'assure une influence profonde et prolongée sur les générations futures.

La deuxième hypothèse est la suivante : la Chine s'implante majoritairement en Afrique via l'aide au développement, qui se distingue fondamentalement de l'aide humanitaire. Cette dernière vise à apporter une assistance immédiate et désintéressée aux populations en détresse, dans des contextes d'urgence tels que les catastrophes naturelles ou les conflits armés. En revanche, l'aide au développement s'inscrit dans une logique de long terme, visant à renforcer les infrastructures, l'économie et les institutions locales. En construisant des réseaux ferroviaires et routiers, en exploitant les ressources minières et en développant les capacités locales, la Chine contribue certes au développement des pays africains, mais elle cherche également à établir des partenariats stratégiques et à obtenir des retombées économiques favorables. Cette hypothèse-ci rentre dans un contexte d'investissements directs en Afrique. Des bases militaires chinoises sont aussi installées dans le but avoué (un autre caché ?) de permettre la stabilisation des zones en développement.

La troisième hypothèse est certainement la plus probable, elle prend en compte les deux hypothèses ci-dessus. Dans ce contexte-ci, la Chine utilise plusieurs vecteurs pour atteindre ses objectifs étatiques de Soft power. Le premier vecteur sera l'aide humanitaire comprenant l'aide à la sécurité alimentaire et aux soins de santé dans l'urgence. Cette aide peut se voir via des ONG ou aussi directement via des organes de l'état chinois. Un autre vecteur est celui de l'aide au développement et à la sécurisation régionale. Ici les investissements chinois au long cours sont visibles directement sur les infrastructures, les médias, les hôpitaux, les écoles, les centres commerciaux, des stades de sport... Pour assurer la protection de ces nouvelles infrastructures, les Chinois créent des bases militaires directement sur place avec l'accord des pays cibles. Ces différents vecteurs vont permettre d'une part d'aider les pays concernés mais d'autre part de gagner ce qui est important aux pour l'état chinois : majoritairement l'influence politique mais aussi le gain économique suite aux nouveaux partenariats.

Les différentes hypothèses confirment la théorie humanitaire certes, mais souligne aussi ce puissant vecteur d'influence politique utilisé par la Chine. Dans le cadre de ce mémoire, seules les hypothèses ci-dessus seront analysées et vérifiées ou non.

d. Introduction aux théories :

Dans cette partie-ci de l'introduction, il s'agira d'expliquer les grands principes qui seront utilisés à travers ce mémoire. Les premiers principes seront issus de l'aspect géopolitique et les autres de l'aspect humanitaire.

i. Le Soft power et le concept de puissance.

Pour commencer, il faut s'intéresser aux théories relatives aux intérêts des acteurs étatiques. Le concept de puissance est un principe de relation internationale et de géopolitique qui décrit les différentes méthodes qu'un pays peut utiliser pour atteindre un gain de « puissance » c'est-à-dire une force d'attraction et d'influence sur un autre état. Un pays qui a une grande puissance est un pays qui a une grande force d'influence sur les autres quelle que soit la méthode employée (Holsti, 1964).

Influencer un autre pays se fait de quatre manières différentes. Le premier auteur à s'être intéressé de près à cela est Joseph Nye (Nye, 1990). La première est la plus visible : c'est la méthode du *Hard power*, la puissance par la force militaire, diplomatique ou économique. C'est l'influence qu'un pays peut avoir via son armée et via la technologie de celle-ci. Par exemple, la Chine développe sa flotte navale dans le but d'influencer les pays voisins. Ou encore un exemple marquant du *Hard power* chinois ces dernières années est l'établissement de sa première base militaire à l'étranger, située à Djibouti, en 2017. Cette base, implantée dans le port stratégique de Doraleh, permet à la Chine de projeter sa puissance militaire en Afrique de l'Est et dans l'océan Indien. Elle est équipée pour accueillir des navires de guerre, des hélicoptères et dispose d'infrastructures logistiques avancées. Officiellement destinée à soutenir les missions de maintien de la paix et les opérations humanitaires, cette base renforce également la capacité de la Chine à protéger ses intérêts économiques et stratégiques dans la région (Cabestan, 2020).

La seconde, le *Sharp power* est la politique diplomatique manipulatrice d'un pays pour influencer et saper le système politique d'un pays cible (Payette, 2015). Le *sharp power* se

distingue du soft power car il n'attire pas par séduction ou modèle, mais agit par infiltration, manipulation de l'information, censure ou intimidation à l'intérieur des systèmes démocratiques. La Chine utilise ce levier pour façonner le discours mondial à son avantage, sans recourir à la force militaire ni à des sanctions économiques directes. La Chine a mis en place plus de 500 Instituts Confucius dans le monde (dont de nombreux en Europe), officiellement destinés à promouvoir la langue et la culture chinoises. Cependant, ces instituts sont souvent critiqués pour imposer une ligne idéologique sur des sujets sensibles (Tibet, Taïwan, Tian'anmen, Ouïghours) et décourager la liberté d'expression sur les campus partenaires (Lincot, 2019). Ainsi, en 2020, l'université de Leyde (Pays-Bas), comme plusieurs universités américaines et australiennes auparavant, a décidé de couper les ponts avec son Institut Confucius, précisément pour préserver l'indépendance académique. La Chine utilise également son poids économique (le box-office chinois est devenu l'un des plus importants au monde) pour influencer le contenu des films hollywoodiens, afin de contrôler son image à l'international et éviter toute critique sur des sujets sensibles. Ainsi, le film "World War Z" (2013) a supprimé une référence à la Chine comme lieu d'origine d'une pandémie zombie, pour ne pas froisser les autorités chinoises. Ou encore, dans "Doctor Strange" (2016), le personnage du moine tibétain a été transformé en personnage celtique, probablement pour éviter toute référence au Tibet, sujet tabou pour Pékin. Enfin, des scènes "problématiques" (drapeaux taïwanais, cartes de géographie contestées, discours sur les droits humains) sont souvent modifiées ou supprimées avant de pouvoir sortir sur le marché chinois (Rouiaï, 2016).

Dans le domaine des médias, la Chine déploie depuis plusieurs années une stratégie sophistiquée visant à influencer les opinions publiques internationales en s'appuyant sur ses propres médias ou via des opérations de désinformation. Par exemple, la chaîne internationale d'État chinoise CGTN, diffuse dans de nombreuses langues (anglais, français, arabe, espagnol...) avec une apparente neutralité journalistique, relaie en réalité, systématiquement, la vision officielle du Parti communiste chinois (PCC) et minimise ou nie des sujets comme la répression au Xinjiang, la répression à Hong Kong ou encore ses responsabilités sur la pandémie de COVID-19. En Afrique, en Amérique latine ou en Europe de l'Est, Pékin fournit du contenu gratuit à des chaînes de télévision locales, infiltrant les médias nationaux avec sa propagande sans qu'elle ne soit toujours identifiée comme telle (Xiao, 2022).

La troisième est le *Soft power*, particulièrement développé par Joseph Nye et le seul sur lequel nous allons nous pencher dans ce travail. Le soft power (ou "puissance douce") est la capacité

d'un pays à influencer les autres non pas par la force ou la contrainte, mais par l'attraction, la persuasion et la séduction. Joseph Nye définit le *Soft power* comme le pouvoir co-optif, ce pouvoir qui permet à un pays d'en influencer un autre « sans avoir l'air d'y toucher », dans le sens de ses propres intérêts. « Co-optive power is the ability of a country to structure a situation so that other countries develop preferences or define their interests in ways consistent with its own. This power tends to arise from such resources as cultural and ideological attraction as well as rules and institutions of international regimes » (Nye, 1990). Il repose sur trois grands piliers: la culture (et son rayonnement à l'international), les valeurs politiques (comme la démocratie, les droits de l'homme) et enfin, la politique étrangère, perçue comme légitime ou morale. En créant les Instituts Confucius à travers le monde pour enseigner le chinois et promouvoir sa culture (calligraphie, art, cuisine, traditions), la Chine a pour objectif d'améliorer son image et tisser des liens culturels avec les pays étrangers (Ngamsang, 2013).

Le quatrième est le *Smart power*, utilisation conjointe du *Soft* et du *Hard power*. En Mer de Chine, son *hard power* se traduit par la construction de bases militaires sur des récifs artificiels et une présence navale renforcée et son *Soft power* par des discours pacificateurs, veillant à mettre en avant une "coexistence harmonieuse". Elle ambitionne ainsi de dominer une région stratégique sans confrontation directe, en se présentant comme légitime et incontournable. Le *smart power* (ou "puissance intelligente") est une stratégie qui combine de manière judicieuse le *hard power* (puissance coercitive) et le *soft power* (puissance d'attraction). C'est une forme de *realpolitik* modernisée, qui vise à maximiser l'influence d'un État tout en minimisant les coûts et les résistances. La Chine emploie de plus en plus une stratégie de *smart power*, surtout dans ses relations avec les pays en développement. Ainsi, la Chine construit des hôpitaux, des écoles, offre des bourses d'études, diffuse sa culture via les Instituts Confucius (*Soft power*) et, en parallèle, elle sécurise ses investissements par des bases militaires (ex : Djibouti) ou impose des clauses strictes dans les prêts, en contrôlant les réseaux de communication via Huawei (*Hard power*). Elle agit ainsi au travers d'un mélange d'attraction culturelle et de dépendance stratégique (Gallarotti, 2015).

Beaucoup d'auteurs se sont attardés sur la définition des pouvoirs. Considérons la vision d'un autre auteur et chercheur en relations internationales Ernest J. Wilson. Il décrit le *Soft power* comme une force d'attraction économique et matérielle. Il reprend la définition de Nye pour y ajouter le fait que cette force d'attraction et d'influence se base sur des faits économiques. Par exemple, un modèle économique en expansion va attirer les autres pays (Wilson, 2008). Ici

nous pouvons voir la Chine comme un pays en expansion économique qui attire de nouveaux partenaires.

Pour conclure sur cette brève définition du *Soft power*, nous pouvons le décrire comme une force d'attraction non physique que chaque pays détient envers les autres pays. Cette force peut se créer via la culture ou via l'économie, que ce soit en étant au centre des marchés mondiaux ou au centre de la pop-culture, le *Soft power* peut prendre bien des aspects. Soigner son image sur la scène internationale pour montrer aux autres état une image positive et attrayante est donc quelque chose de primordial en termes de relations internationales.

ii. Théories humanitaires :

L'action humanitaire étatique prend différentes formes. La première forme est l'aide humanitaire bilatérale, elle était très utilisée au début de l'aide humanitaire et laisse de plus en plus place à l'aide multilatérale. L'aide humanitaire bilatérale se montre sous forme d'une relation directe entre deux Etats. Un Etat A qui est dans le besoin va recevoir de l'aide directe d'un Etat B sous forme d'argent ou de nourriture, de programmes de coopération spécifiques visant à répondre aux situations de crise.... (Rens, 2025)

Ensuite, il y a l'action humanitaire multilatérale. Cette forme se retrouve de plus en plus de nos jours. C'est une aide qui se construit sous forme d'une chaîne, des Etats A, B, C, ... donnent chacun des aides économiques, alimentaires, ... en passant par un organe centralisé comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), ou le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (*United Nations International Children's Emergency Fund* ou *UNICEF*) ... et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies (ONU) mais aussi des instances internationales tel que l'Union Européenne (UE), ou encore l'Union Africaine (UA). L'aide n'est donc pas directement visible comme provenant d'un Etat en particulier, ce qui n'est pas forcément apprécié par un pays souhaitant se mettre en avant (Schümperli Younossian, 2004). Certains Etats voient un intérêt important dans le fait de montrer leur donation publiquement. C'est notamment le cas des USA qui donnent régulièrement des milliards de dollars d'aide via l'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID) sans passer par d'autres instances. Une ordonnance présidentielle a cependant suspendu la majorité des financements de l'USAID depuis janvier 2025, bien qu'une dérogation ait été accordée pour certaines aides humanitaires.

L'administration Trump a entrepris un démantèlement rapide et controversé de l'agence, avec la mise en congé administratif ou le licenciement de plus de 10.000 employés, entraînant des conséquences majeures sur l'aide humanitaire mondiale (Douglas & Al-Ali, 2025)

Cette différence entre l'aide bilatérale et multilatérale est importante à souligner. L'action bilatérale est souvent associée à des intérêts cachés ou non derrière cette aide. Un pays A qui offre de l'aide à un pays B convoite souvent une richesse de ce pays. Cela peut-être un intérêt politique comme une alliance stratégique ou une force d'influence sur le pays B. Ou encore un intérêt économique comme convoiter des ressources précieuses et rares. L'intérêt dans une relation bilatérale est donc très présent. Du côté multilatéral, l'intérêt est moins direct. C'est plus une vision globale que l'Etat se doit d'adopter. Donner un certain montant à UNICEF par exemple peut avoir pour but de se créer une image positive. Si la Chine veut montrer au monde entier qu'elle est là pour aider les autres et que c'est un pays avec lequel il pourrait être utile de s'allier et se lier d'amitié, elle veillera à soutenir cette approche multilatérale, s'attribuant ainsi une image de neutralité, de grandeur humaine, d'intérêt pour les droits humains, bien loin de celle que le régime chinois pourrait avancer dans une approche bilatérale. C'est une forme de *Soft Power*. L'aide multilatérale est donc moins directe au niveau de l'intérêt mais reflète souvent la création d'une image positive de collaboration et d'entraide.

La troisième forme d'action humanitaire se situe dans les Organisations Non-Gouvernementales (ONG). Ici comme le nom l'indique, il ne s'agit pas d'action humanitaire étatique. Cependant, les Etats peuvent parfois tirer les ficelles de ces acteurs. C'est souvent le cas dans les régimes politiques fortement centralisés comme la Chine. Ici les ONG qui prônent les 4 principes humanitaires tel que l'indépendance, l'impartialité, la neutralité et l'humanité, sont vues comme des acteurs bienveillants venant simplement aider la population sans intérêts cachés (Buirette & Lagrange, 2008). Cependant, un acteur qui est bien vu par la population locale n'est pas pour autant désintéressé. Dans le cas de la Chine, il sera intéressant d'étudier les Institut Confucius qui se prônent ONG mais qui restent financés et à la solde du gouvernement chinois. Utiliser une ONG pour aboutir à ses fins est donc stratégiquement plus efficace car c'est un cheval de Troies, autrement dit une forme de *Soft Power*.

Ensuite vient l'Opération de Maintien de la Paix (OMP). Au fil des années, les opérations de maintien de la paix ont gardé le même principe au niveau étatique. Les Etats envoient des soldats sous la gestion d'un organe international qui avant était d'office l'ONU mais qui

maintenant est ouvert à toutes les Organisations supranationales. Envoyer des soldats sous l'égide d'une OMP est bien vu par les autres pays. C'est une forme de conscience collective qu'il faut agir pour amener la paix dans certaines régions. Cela fait donc partie de l'action humanitaire des Etats. De plus, il existe certaines variantes qui ici n'ont plus pour but de maintenir la paix mais bien de défaire un adversaire pour stabiliser une région. C'est notamment le cas de la coalition internationale qui est intervenue en Syrie en 2015 pour défaire l'Etat Islamique (EI) et DAESH. Dans les OMP, il est aussi intéressant de voir les différents liens hiérarchiques et règles d'engagement des soldats. Ils sont tous des casques bleus mais certains gardent un attachement plus fort aux ordres de leur gouvernement. Certains soldats servent donc leur pays et d'autres servent l'ONU. C'est dans ce service que l'on découvre aussi les intérêts étatiques (Liégeois, 2024). Par exemple, la France a davantage intérêt à envoyer des casques bleus dans les pays comme le Mali ... là où ses relations diplomatiques étaient plus importantes. Dans ce sens, il est donc intéressant de voir si la Chine envoie des soldats sous ces instances internationales et si elle prend part à la stabilisation de certaines régions du monde plutôt que d'autres. Ceci amène évidemment à se poser la question de l'intérêt retiré par le pays aidant dans ces régions en particulier

La dernière forme d'action humanitaire des Etats est l'aide au développement. L'aide au développement s'inscrit dans un contexte d'aide bilatérale. Elle se distingue nettement de l'aide humanitaire d'urgence. En effet, l'aide au développement est une action sur le long terme. Elle a pour but d'améliorer les conditions de vie, l'économie, le système politique et toutes les infrastructures d'un pays. Mais contrairement à l'aide humanitaire d'urgence qui va là où se trouve la situation dramatique, sans choix préalable, l'aide au développement est une action longuement réfléchie et très rarement désintéressée. Le pays A reçoit donc de l'aide d'un pays B directement pour construire de nouvelles infrastructures que ce soient des hôpitaux, des routes, des puits, des écoles, ou pour aider à la mise en place d'un système politique comme par exemple la démocratie. L'aide au développement est large et peut transmettre une grande partie de la culture du pays qui aide (Brauman, 2009). Par exemple si la Chine envoie des équipes pour développer des routes en Ethiopie jusqu'à Djibouti, cela s'inscrit dans son programme de Nouvelles Routes de la Soie. C'est un investissement direct camouflé en aide au développement et qui reflète régulièrement les intérêts étatiques des pays donateurs.

Les différentes formes d'actions humanitaires des Etats ayant été exposées, il est donc désormais possible de lier les théories de *Soft power* et d'influence avec les concepts

humanitaires. Pour lier ces deux théories et réussir à valider nos hypothèses, il faut donc analyser l'étude de cas sur la Chine. La prochaine partie sera donc le développement de ces cas particuliers.

2. Développement :

Le développement va passer en revue l'action humanitaire chinoise en Afrique, mais aussi l'aide au développement. Dans l'aide au développement, il sera intéressant d'étudier le cas de 3 pays différents recevant l'aide afin de voir les intérêts de la Chine derrière cette aide. Ensuite, il faudra se pencher sur les différents acteurs d'aide humanitaire chinois que ce soient des ONG ou des militaires envoyés dans les OMP et interventions internationales, et regarder si la Chine se retrouve derrière les commandes des ONG et si les militaires chinois sont envoyés dans des endroits stratégiques. Le but du développement sera de découvrir, au travers des différentes analyses, les intérêts politiques cachés derrière les formes d'actions humanitaires étatiques ce qui en fait du *Soft power*.

a. L'aide Humanitaire Multilatérale et Bilatérale chinoise en Afrique

Comme expliqué dans les théories ci-dessus, l'aide bilatérale se voit directement dans un transfert matériel entre un pays A donateur et un pays B receveur. Et à l'inverse, l'aide multilatérale passe par des organes supranationaux où l'aide devient commune avant d'être donnée à un pays dans le besoin. Faisons donc parler les chiffres pour commencer.

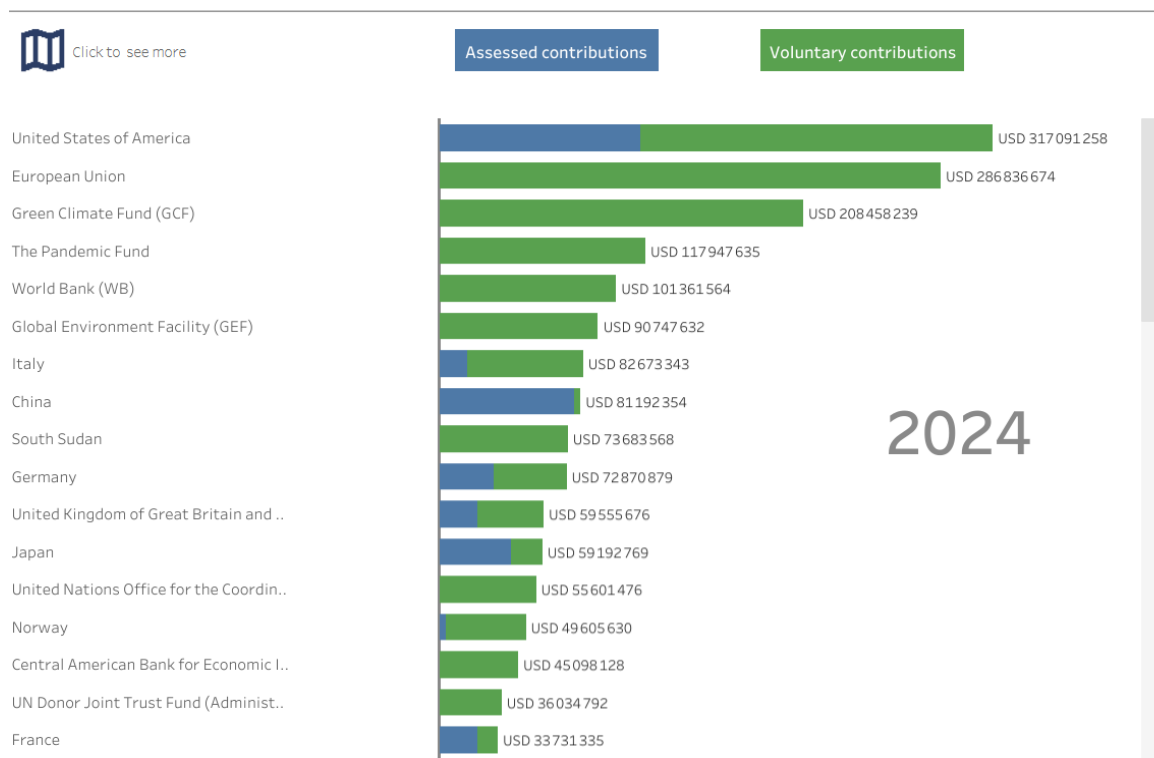
i. Aide Multilatérale chinoise en Afrique :

La Chine n'a pas toujours eu le même poids dans l'aide humanitaire. Deux périodes semblent se dessiner. La première période se situe de 1950 à 1973 avant la révolution du système économique chinois et ensuite grâce à cette évolution, on entre directement dans la deuxième période qui est de 1973 à maintenant. C'est cette dernière qui nous intéresse au cours de laquelle la croissance économique chinoise a nettement augmenté et l'aide humanitaire chinoise de même. Dans la première période, l'aide chinoise la plus élevée atteignait 16, 175 millions de dollars US (USD) (prenant en compte l'inflation), ce qui est très peu comparé à la deuxième période. Considérons les années 2002 et 2009 : l'aide chinoise atteignait 603 millions USD en 2002 et avait triplé à 1945 millions USD en 2009. On peut donc observer une croissance énorme

dans l'aide humanitaire chinoise (Huang & Ren, 2012). La Chine fait également partie de divers organes d'aide humanitaire multilatéraux tels que la Banque Mondiale, le Fond Monétaire Internationale (FMI), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Food and Agriculture Organization of the United Nations ou FAO), la Banque d'Investissement Africaine (BIA)...

La Chine donne actuellement 30,482 Millions de « Special drawing rights » (SDRs) qui sont équivalent au quota que les pays payent pour recevoir des droits de votes dans l'organisme. Un SDR est équivalent à 650 millions d'USD. On voit donc ici que la Chine donne un peu plus de 6 % du montant total du FMI. C'est plus que les plus gros donateurs européens que sont la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Cependant cela reste nettement moins que les USA (International Monetary Fond, 2025). Dans la banque mondiale, la Chine est aussi une grande participante mais contrairement au FMI, elle donne nettement moins comparée aux acteurs européens (Banque Mondiale, 2025). La plupart des investissements chinois volontaires sont placés dans les organes multilatéraux pour le développement. En regardant les donations chinoises à la FAO ou à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), on peut voir que les donations sont seulement basées sur les dons obligatoires. Il n'y a quasi aucune donation volontaire de la part de la Chine (FAO, 2024) (Figure 1).

Figure 1 : Montant des contributions à la FAO des principaux contributeurs en 2024. En bleu les montants versés de manière contractuelle et en vert les montants versés de manière volontaire. Les montants mentionnés en gris en marge des parts versées, correspondent à la totalité ((FAO, 2024).



Il est donc déjà possible de décrire la politique humanitaire chinoise multilatérale comme ciblée. En effet, elle cible majoritairement les organes d'aide au développement des pays du sud les plus prisés par les états partenaires économiques. Il est important pour la Chine de faire partie de ce « club select » œuvrant au développement économique mondial (Selassie et al., 2025). L'aide multilatérale chinoise en Afrique passe majoritairement par la Banque Mondiale, par le FMI ou par des organes régionaux comme la Banque africaine au développement (BAD). Si la Chine n'intervient pas dans certaines aides telles que la santé, l'alimentation, la science... sur le plan multilatéral, c'est en majorité car elle y trouve plus d'intérêt sur le plan bilatéral. Elle ne va pas investir dans des organes qui ne lui permettront pas de gagner en influence et en notoriété sur le plan international. La Chine se lance même en partie dans de l'aide trilatérale en ne participant pas dans les organes multilatéraux mais en collaborant sur place avec ceux-ci. Cela permet à la Chine de ne pas s'effacer derrière l'organe en question. Cela permet aussi d'utiliser les ressources d'aide sans effectuer le travail 2 fois. Si la Chine venait à refaire un travail déjà fait par une instance internationale, cela ne servirait à rien et ne lui donnerait donc

pas ce qu'elle recherche. En revanche en collaborant, elle peut atteindre ses objectifs politiques (Huang & Ren, 2012).

ii. Aide Humanitaire Bilatérale en Afrique :

L'aide bilatérale représente souvent les intérêts politiques directs d'un pays sur un autre. Comme vu ci-dessus dans l'introduction des théories, l'aide bilatérale est une aide qui est donnée d'un pays A directement à un pays B. Elle a pour but d'aider un pays avec lequel bâtir une relation amicale et prometteuse est souhaité. La Chine a une stratégie bien précise dans son aide bilatérale. Elle laisse certains composants comme le développement et l'économie au niveau multilatéral et utilise les composants tel que la santé, l'alimentation, ... à son niveau bilatéral. L'impact de ces domaines est direct et peut-être plus rapidement apprécié par la population locale. C'est en 1963, que la Chine a effectué sa première mission médicale en Afrique et depuis lors, cela s'est fortement développé. En effet, depuis cette première intervention, la Chine développe non pas une mais des médecines chinoises sur le continent africain. Ce sont des médecines traditionnelles tout comme des médecines de pointe. Dans un continent en retard sur les normes sanitaires mondiales, ceci constitue une excellente introduction pour la Chine. L'UA a donc vu dans la Chine un héros qui pourrait les aider à sortir progressivement des crises sanitaires répétées et de leurs cortèges de désagréments. La Chine aide à construire des programmes d'actions médicales tel que le programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) ou le centre de contrôle des épidémies (CDC). L'UA peut donc assurer la sécurité sanitaire de sa population en s'appuyant exclusivement sur l'expertise chinoise et sur ses technologies (Aurégan, 2022).

Dans la crise du Covid-19 en 2020, la Chine a décidé de repositionner son influence internationale vers les pays qui avait le plus besoin d'aide. La Chine a donc apporté son aide aux 54 pays d'Afrique. Pas un seul de ces pays n'a été oublié. Plus de 20.000 tests Covid, 100.000 masques et 10.000 visières pour les médecins ont été fournies à chacun des 54 pays. Cette aide est fortement mise en scène et médiatisée. Par exemple, au Cameroun, l'ambassadeur chinois Wang Yin Wu a donné directement en main propre devant les médias le matériel sanitaire Covid au ministre de la Santé publique Manaouda Malachi. La Chine s'est ainsi positionnée en héros local. Des déclarations ont ensuite été transmises dans les journaux nationaux : « Ainsi, au Cameroun par exemple, on peut lire un article qui rend compte d'un « coup de pouce d'un bienfaiteur » lorsqu'arrivent les dons de matériel. » (Kernen & Mathys,

2020). L'aide bilatérale dans le secteur de la santé est donc primordiale pour la Chine et lui permet de garder ce rôle héroïque incontournable en-dehors des crises sanitaires (Kernen & Mathys, 2020). Outre ses aides gouvernementales, il faut savoir que la Chine utilise énormément ses entreprises privées. C'est le cas notamment de Huawei qui lors de la crise Covid-19 a fait un don de plus de 100 millions de franc CFA au Cameroun pour les aider mais aussi par là-même s'introduire sur le juteux marché de la technologie des communications.

Lors du forum sur la coopération Sino-africaine (FOCAC) de 2006 à Pékin, la Chine a annoncé publiquement qu'elle enverrait 300 jeunes médecins volontaires en Afrique ainsi que 3.000 infirmiers et aides hospitaliers. Cette action entre dans le cadre de l'aide au développement ainsi que de nombreuses constructions d'hôpitaux dans ces régions. C'est une mesure qui a été très bien accueillie de la part des dirigeants africains. Lors de ce même forum, un don de 30 millions de dollars a été fourni pour lutter contre le paludisme. Ce don comprend la formation des médecins sur places que ce soient des médecins chinois ou africains et l'approvisionnement du matériel dans les centres anti-paludéens. La Chine se crée par toutes ces actions une image d'acteur incontournable pour garantir la santé en Afrique (Gazibo & Mbabia, 2010).

De plus, l'aide chinoise bilatérale se concentre de manière hétérogène sur certains pays africains plus que d'autres. Par ailleurs, il convient de souligner que l'aide bilatérale chinoise n'est pas uniformément répartie sur le continent africain. En effet, certains pays bénéficient davantage de cette aide, en raison de leur poids géopolitique, de leurs ressources stratégiques ou de relations diplomatiques privilégiées avec Pékin. De 2013 à 2023, le soutien chinois a principalement profité au Ghana (deuxième producteur d'or, gisements importants de bauxite), au Zimbabwe (troisièmes plus grandes réserves mondiales de platine, grand producteur mondial de chrome, réserves importantes d'or, de diamants et de lithium) , à la Tanzanie (important producteur d'or, de graphite nécessaire à l'industrie des batteries et de l'industrie verte, nickel, cobalt, cuivre et uranium), au Soudan du Sud (qui détient environ 75 % des réserves pétrolières de l'ancien Soudan). Des pays comme l'Angola et le Nigeria, riches en pétrole, ont reçu des prêts importants de la Chine, souvent garantis par des ressources naturelles. L'aide chinoise n'est pas soumise à des conditions sur la gouvernance et la démocratie. Elle repose sur des accords économiques et des échanges ressources-infrastructures (Committee on Foreign affairs, 2022)

L'aide bilatérale chinoise se manifeste aussi très souvent sous forme de prêt financier. Certains pays se retrouvent donc endettés pour plusieurs dizaines d'année vis-à-vis de la Chine. Cette dette représente une part très élevée du produit intérieur brut (PIB) de certains pays. Le Congo par exemple a emprunté de manière cumulée entre 2000 et 2017 plus de 55% de son PIB à la Chine. Cette dette représente 35% du PIB de la république démocratique du Congo. La dette de Djibouti est totale, elle atteint 100% de son pays envers la Chine (Mathonnat, 2020). Mais pourquoi les pays africains se tournent-ils vers les prêts chinois plutôt qu'occidentaux ? C'est en partie grâce à la politique de prêt de la Chine. L'aide chinoise n'est pas soumise à des conditions sur la gouvernance et la démocratie. Elle repose sur des accords économiques et des échanges ressources-infrastructures. La Chine se rend donc indispensable à tous ces pays contracteurs de dettes. C'est une redoutable forme de soft power. En offrant une alternative aux systèmes de bailleurs internationaux occidentaux, la Chine attire de nouveaux partenaires et leur permet d'emprunter des sommes énormes ce qui les rend redevables et liés à la Chine pour des dizaines d'années (Mathonnat, 2020).

Quand on parle d'aide humanitaire bilatérale, il faut aussi penser à la sécurité alimentaire. Il s'agit encore d'un domaine dans lequel la Chine intervient en Afrique. En effet, la Chine développe énormément de structure rizicole en Afrique subsaharienne pour permettre aux populations locales de diversifier leur alimentation et de parer à la famine. En soutenant la riziculture africaine, la Chine contribue à stabiliser l'offre mondiale et à sécuriser ses propres approvisionnements alimentaires indirectement. La Chine a mis sur pied un projet d'agriculture qui avait déjà commencé dans les années 70 et qui n'a fait que s'accroître depuis lors. Ce projet avait pour but de donner l'autosuffisance alimentaire aux populations africaines et d'empêcher l'exode rural en fournissant les outils nécessaires dans plusieurs pays africains. Le projet a aussi eu pour but de créer un nouveau marché alimentaire local dans des pays comme le Bénin, le Burkina-Faso, ... La riziculture permet le développement d'infrastructures agricoles (irrigation, transport), favorisant l'implantation de sociétés chinoises (entreprises d'agrofournitures, de construction, de commerce). En accompagnant ainsi la modernisation de l'agriculture africaine, la Chine peut exporter ses technologies agricoles et ses machines. Notons également que cette aide a été donnée au Bénin directement après sa rupture diplomatique avec Taïwan, ce qui n'est clairement pas un hasard. La Chine en a profité pour prendre la place de ses concurrents (Kokoroko, 2020).

iii. Quels sont les intérêts de la Chine derrière l'aide bilatérale et multilatérale ?

Après avoir étudié les aides bilatérales et multilatérales humanitaires de la Chine, il est désormais intéressant de voir plus en détail quels sont les intérêts qu'elle peut tirer des pays qu'elle aide.

L'aide multilatérale chinoise a majoritairement pour objectif de prendre une place importante dans certaines organisations mondiales, actives surtout au niveau du développement. La Chine a pour but de se rendre indispensable tout comme les USA pour tenter de contrer leur influence dominante sur la scène internationale. En quelque sorte, la Chine veut utiliser son *Soft Power* pour contrebalancer celui des Etats-Unis. De plus, la Chine tire beaucoup d'avantage à être dans une position de force dans certaines institutions internationales car cela va lui permettre d'avoir un poids de décision plus fort que certaines autres nations. Elle ne peut donc plus être évincée de l'aide multilatérale internationale (Duarte et al., 2024). De plus, la Chine montre au monde entier qu'elle est capable d'intervenir, grâce à son système d'aide, dans des pays aux régimes politiques très différents. Cette approche pragmatique, qui contraste avec le modèle d'aide occidentale souvent conditionnée, constitue un positionnement stratégique majeur pour l'image internationale de la Chine, notamment vis-à-vis des grandes puissances économiques et politiques.

Sur le plan bilatéral, la Chine trouve énormément d'avantages conséquents. Sur le plan sanitaire, la Chine est parvenue à devenir, au cours des 15 dernières années, le principal fournisseur d'équipements et d'aides médicales aux 54 pays africains, notamment lors des crises épidémiques. En contre-partie, chacun des 54 pays est entré en bonnes relations avec la Chine et s'est écarté du modèle d'influence américain ou occidental. En offrant leur aide, les Chinois ont aussi réussi à recevoir des accords économiques et des accords de développement leur permettant de placer des comptoirs économiques et des bases militaires dans certains pays. De plus, beaucoup de pays en Afrique regorgent de ressources rares et précieuses que la Chine convoite notamment pour développer ses technologies. En offrant son aide, la Chine se voit recevoir une garantie à l'accès de ces matières premières (Killeen et al., 2018). Sur le plan économique, les prêts accordés pour l'aide dans les pays africains sont nettement plus avantageux que les prêts accordés par le FMI. La Chine reçoit donc beaucoup de demandes de crédits mais en contre-partie, elle exige un remboursement strict et précis des dettes. Si un Etat

ne sait pas rembourser sa dette, la Chine s'accorde le droit de bénéficier des ressources ou même de gérer certains territoires. A Djibouti par exemple, la Chine développe énormément de routes dans le pays pour son propre intérêt. Chaque action est généralement calculée en termes de gains par le gouvernement chinois mais en utilisant le soft power (Mutai et al., 2024).

Après ce bref rappel des intérêts chinois dans l'aide bilatérale et multilatérale, examinons trois exemples d'interventions axées majoritairement sur le développement à long terme, et non sur la réponse humanitaire d'urgence

b. L'aide au développement de la Chine en Afrique :

Contrairement à l'aide humanitaire, l'aide au développement s'inscrit dans une action de grande ampleur et de longue durée, visant à instaurer un changement structurel et durable. Ce chapitre présentera trois études de cas représentatives. Tout d'abord, le cas de la Côte d'Ivoire en Afrique subsaharienne, puis celui de Djibouti dans la Corne de l'Afrique, et enfin celui de la Tanzanie, pour illustrer l'Afrique de l'Est.

Pour soutenir et structurer son approche, la Chine a créé en 2018 le Département de la coopération internationale pour le développement (CIDCA), chargé de la coordination et de la gestion de tous les projets d'aide au développement à l'échelle mondiale. Par ailleurs, la majorité des projets sont financés par l'Exim Bank chinoise et la Banque de développement de Chine (CDB).

i. Le cas de la Côte d'Ivoire :

La Chine et la Côte d'Ivoire ont établi leurs premières relations diplomatiques en 1983. Depuis ce jour, la Chine a investi dans énormément de secteurs sur place et les relations entre les deux Etats n'ont fait que s'accroître. Mais quels sont concrètement les intérêts chinois avec la Côte d'Ivoire ? Quels sont les investissements que la Chine fait en Côte d'Ivoire en utilisant son *Soft power* ? C'est ce qui va être vu dans les deux points suivants.

1. *L'investissement chinois en Côte d'Ivoire :*

Entre 1983 et 2014, la Chine a investi plus de 4,2 milliards de dollars en Côte d'Ivoire. Dans ces chiffres, 8% correspond à de l'aide directe, tout le reste étant sous forme de prêts et de donations pour le développement du territoire ivoirien. On dénombre 31 prêts, 46 dons et 2

remises de dettes. Les remises de dettes sont un acte très généreux : cela permet au pays de ne pas devoir rembourser les énormes sommes qu'il avait emprunter. Ceci constitue le financement de 72 % des projets de développement recensés dans le pays. On voit donc que la Chine est l'acteur majeur du développement du pays (Aurégan, 2015). L'aide se concentre à 67% sur les infrastructures que ce soient des routes, des facilités électorales, des théâtres et centres culturels mais aussi une des seules autoroutes du pays qui relie Abidjan (capitale de la Côte d'Ivoire) et Bassam. La Chine investit aussi dans le secteur du développement agricole. Elle a déjà donné plusieurs millions de Yuan pour implanter des centres de recherche agricole directement en Côte d'Ivoire. Ces centres ont pour but de tester des nouvelles technologies agricoles sur les sols ivoiriens, ainsi que de former les agriculteurs locaux à les utiliser pour maximiser leurs productions. Cela se rapproche de la mesure qui avait été prise pour l'aide à la sécurité alimentaire au Bénin. Le plus grand centre agricole du continent créé est celui de Guiguidou à proximité de Divo. Il fait 442 hectares et représente 30% de toute l'aide agricole chinoise en Côte d'Ivoire. De plus, il est accompagné d'infrastructures hydrauliques, de systèmes d'irrigation et de bâtiments pour le stockage et le logement du personnel (Aurégan, 2017). Le grand barrage hydroélectrique de Soubré a aussi été construit en 2018 par une entreprise chinoise.

Outre les investissements chinois directement via la voie publique, la Chine investit aussi énormément via la voie privée. Plus de 90 entreprises chinoises ont investi dans des projets en Côte d'Ivoire et travaillent activement sur place. Ce sont des projets souvent infrastructurels (Aurégan, 2015). Voilà donc une multitude d'actions d'aide au développement fourni par la Chine en Côte d'Ivoire. Ces actions, en apparence diverses et variées, s'inscrivent en réalité dans une stratégie globale visant à renforcer l'influence de la Chine en Côte d'Ivoire. En concentrant ses efforts sur des infrastructures visibles, des projets agricoles structurants, et des investissements privés, la Chine associe image de modernité, pénétration économique et coopération durable.

Désormais, il va être intéressant de comprendre quel est l'intérêt premier de la Chine dans cet investissement.

2. *L'intérêt de la Chine derrière l'aide au développement en Côte d'Ivoire ?*

Selon certains auteurs, l'investissement chinois dans l'aide au développement en Afrique subsaharienne est majoritairement basé sur 3 points. Le premier est le point de vue économique. La Chine a besoin de nombreuses ressources naturelles et de nombreuses ressources stratégiques pour mener à bien son développement technologique. Beaucoup de ces ressources se retrouvent dans les pays africains, notamment la Côte d'Ivoire. Des sondages souterrains ont révélé que le sol ivoirien abritait potentiellement des terres rares tel que la monazite (la monazite est un phosphate contenant des éléments de terres rares légères tels que le cérium, le lanthane et le néodyme, ainsi que du thorium. Ces éléments sont essentiels dans la fabrication de technologies avancées, notamment les aimants pour moteurs électriques, les batteries, les éoliennes et les équipements électroniques). Les terres rares sont d'une extrême importance pour les grandes puissances car elles donnent accès à de toutes nouvelles gammes de technologies que ce soit énergétiques, militaires, spatiales... Avoir une main mise sur la Côte d'Ivoire est donc stratégique pour le gouvernement chinois (Ben Salem, 2016).

Deuxièmement, d'un point de vue géopolitique, la Côte d'Ivoire s'écarte de l'idéologie occidentale souvent associée au colonialisme du passé. La Chine peut donc facilement se servir de son raisonnement Sud-Sud qui a pour but de mettre en avant le lien de pays ayant subi de même le colonialisme et la pauvreté. La Chine est notamment le premier pays à avoir créé un forum portant sur les relations entre le continent africain et le pays en question (la Chine). C'était lors du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) en 2006. La Côte d'Ivoire s'inscrit aussi dans les grands décideurs de la région ouest de l'Afrique. Ainsi exercer une influence sur ce pays est avantageux pour gérer la région tout entière. Il est en de même pour le Cameroun et le Mali (Ben Salem, 2016).

En troisième lieu, la Chine y voit un intérêt militaire stratégique pour renforcer sa puissance et ses alliances internationales. En effet, elle mise sur des Etats en devenir qui, bien conseillés et orientés, pourront dans l'avenir jouer un rôle d'importance sur le plan international (Koffi, 2021).

On voit donc que le Soft power chinois est bien utilisé en Côte d'Ivoire, son aide au développement arrive dans un contexte de nécessité économique mais aussi dans un contexte de relations stratégiques. La Chine aide ce pays pour percevoir par la suite la récolte du lien

qu'elle est en train de créer. La Côte d'Ivoire quant à elle ne voit aucun inconvénient à recevoir des fonds pour se développer plus rapidement et pour créer des nouvelles infrastructures technologiques.

ii. Le cas de Djibouti :

Djibouti est un pays qui a bâti une forte relation avec la Chine, tournant presque à la dépendance. Il s'agit d'un lieu stratégique car il permet de contrôler l'entrée et la sortie de la mer Rouge. Il faut aussi savoir que Djibouti abrite la toute première base militaire chinoise outre-mer. Cette base a été construite en 2009 et la Chine y a déjà investi presque 12 milliards d'euros (Amon, 2021). Voyons donc ce que la Chine fait concrètement pour assurer le développement de Djibouti

1. *Quelle aide au développement est apportée par la Chine ?*

Outre la base militaire, la Chine a développé de nombreuses infrastructures sur le territoire de Djibouti. La présence chinoise à Djibouti a surtout pour but de développer l'économie du pays. En développant l'économie, cela va permettre à Djibouti de consolider son développement et d'augmenter le revenu de son peuple. C'est notamment en développant des zones économiques spéciales qui sont fortement bénéfiques pour la Chine que l'aide au développement se construit. Chaque zone économique va abriter de nouvelles entreprises et va nécessiter de la main d'œuvre chinoise et locale. Cela va créer du travail pour la population locale et leur permettre de gagner une autonomie accrue. Les zones économiques spéciales (ZES) sont avant tout destinées au nouveau projet de route de la Soie (BRI) qui a pour but de relier la Chine avec l'Asie, l'Afrique et l'Europe de manière rapide et avec une multitude de ZES dans les pays traversés par cette route. Une ZES est composée d'entreprises mais aussi de réseaux routiers, ferroviaires et maritimes. A Djibouti, la Chine a développé le port de Doraleh pour l'agrandir et le moderniser (Pairault, 2023). De plus, sur le plan économique, la Chine a créé un réseau ferroviaire qui relie Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, à Djibouti. Cette ligne est électrifiée et fait plus de 756km de long (Cabestan, 2023).

Sur le plan médical, le gouvernement chinois a créé deux hôpitaux. Le premier est l'hôpital régional d'Arta et a été construit en 2011 pour une somme de 8,2 milliards de dollars. L'hôpital bénéficie des prouesses techniques chinoises et continue de recevoir la technologie nouvelle de la part de Pékin (Cabestan, 2023). Le deuxième hôpital est celui de Tadjourah dans le nord du

pays qui a commencé sa construction en 2022. En plus de cela, la Chine intervient médicalement à Djibouti avec des missions d'urgence pour la sécurité alimentaire en période de sécheresse, aide qui a atteint 1,75 millions d'euros en 2005 et 8,5 millions d'euros en 2011 (Cabestan, 2023). La Chine essaye de faire en sorte que le pays devienne le Singapour de l'Afrique de l'Est.

De plus, la Chine a contribué à la construction de bâtiments culturels et sportifs importants tel que des stades, le palais du peuple, le monument de bronze du palais des peuples, Ces contributions étaient réalisées gratuitement (Cabestan, 2023). Par ailleurs, l'éducation locale est aussi améliorée grâce à la Chine. Depuis 1986, la Chine fournit chaque année des bourses d'études supérieures à des étudiants djiboutiens. Cela avait débuté par 6 bourses mais en 2017, il y avait approximativement 400 bourses offertes. En plus de cela, un institut Confucius a ouvert ses portes en 2022. Les Instituts Confucius (IC) sont des organes décentralisés du gouvernement chinois qui se prônent indépendants et qui implantent des écoles dans tous les pays du monde. Dans ces établissements scolaires, les élèves apprennent toutes les matières mais aussi l'histoire de Chine, la propagande gouvernementale chinoise et la culture chinoise traditionnelle. C'est un outil de *Soft power* absolu qui se déguise en organisation non gouvernementale (ONG) (Cabestan, 2023). L'institut Confucius sera étudié plus loin dans le mémoire.

2. *Quels sont les intérêts chinois à Djibouti ?*

Si la Chine a choisi Djibouti, c'est d'abord en raison de son importance géopolitique stratégique. En effet, Djibouti est placé stratégiquement sur la mer Rouge. Tout a commencé avec la base militaire chinoise qui avait pour but affiché de combattre la piraterie dans la région. De plus, c'est une voie maritime extrêmement importante pour le commerce entre l'Asie et l'Europe. La Chine avait donc besoin d'assurer la sûreté de ses bateaux. La piraterie était très répandue dans la région avec notamment la déstabilisation de la Somalie (Cabestan, 2023). Mais outre cet avantage militaire, quels sont les autres avantages que la Chine a vu à Djibouti ? Le pays était avant tout très dépendant des occidentaux et notamment de la France. Cela n'arrangeait pas la Chine qui voyait en Djibouti une zone de transfert et d'échange économique pour toute l'Afrique de l'Est et le Moyen Orient. La Chine a donc utilisé son aide au développement ainsi que ses prêts économiques pour commencer à changer la donne au niveau dépendance de Djibouti vis-à-vis de l'Occident (Gouriellec, 2023). En prenant la place des occidentaux, la

Chine a évincé ses concurrents et a pris une place stratégique dans le commerce maritime. Par ailleurs, elle utilise le pays pour développer facilement et rapidement l'économie des pays voisins. C'est notamment le cas de l'Éthiopie où la Chine envoie beaucoup d'aide au développement. En outre, avoir une base militaire sur place lui permet de participer de manière rapide et efficace aux opérations de maintien de la paix qui se passent souvent dans ces régions.

iii. Le cas de la Tanzanie

La Tanzanie et la Chine ont une relation déjà bien ancienne. Depuis plusieurs années beaucoup de programmes chinois sont développés en Tanzanie dans divers secteurs que ce soit dans des zones économiques spéciales ou dans des initiatives de développement humanitaire.

1. Quelle aide au développement est-ce que la Chine a apporté en Tanzanie ?

Dès 1976, la Chine a établi une des première voie ferrée du pays qui relie la capitale économique de la Tanzanie (Dar es-Salaam) à Kapiri Mposhi qui est une des principales villes de Zambie. La ligne fait plus de 1700 kilomètres de long (Zhang, 2020). En tout, il y a un total estimé à 2,1 milliards de dollars de prêts faits par la Chine à la Tanzanie. De plus, les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) chinois sont estimé à plus de 4 milliards de dollars sur le sol tanzanien et se focalisent majoritairement sur la fabrication manufacturière et l'agriculture. Les IDE en Tanzanie représentent approximativement 16,3% de tous les IDE chinois sur le continent africain. De plus un gros projet de développement a été entamé dans la ville de Bagamoyo pour créer une ZES ainsi qu'un gigantesque port qui serait connecté au réseau ferroviaire Tazara (Tanzanie-Zambie). Cet énorme projet a pour but d'aider la Tanzanie à devenir un « hub » économique dans la région des grands lacs et à diversifier fortement son économie vers d'autres horizons. De plus, plusieurs entreprises chinoises se délocalisent en Tanzanie ce qui va offrir du travail aux population locales ainsi que de la valeur ajoutée au PIB national (Bonacina, 2021).

La Chine a aussi fortement aidé le marché du textile à garder un cap positif en Tanzanie. Par exemple, l'usine Urafiki près de Dar es-Salaam a reçu beaucoup d'aide et de financement de la part de la Chine. Cette usine offre plus de 2.000 postes aux gens locaux ce qui contribue au marché de l'emploi dans la région. La Chine a investi dans cette usine pour la mettre aux normes technologiques et pour fournir de l'expertise aux tanzaniens. D'ailleurs, Urafiki signifie amitié

en Swahili, l'usine ayant été renommée suite à la collaboration sino-tanzanienne. La Chine a également construit une nouvelle usine de textile à Ubungu en 2011 puis a réhabilité une usine d'égrenage à Shinyanga en 2013 (Xiaoyang, 2014). Ces projets sont dans la logique de l'action chinoise d'aide au développement, ce qui permet à la Tanzanie de développer son marché et permet à la Chine de se faire des partenaires.

Un autre domaine est aussi très fortement touché par l'aide au développement chinoise en Tanzanie. Il s'agit de la télécommunication et du digital. En effet, l'entreprise Huawei a le monopole en termes de construction des antennes 3,4 et 5G en Tanzanie. Elle gère aussi tout ce qui a trait aux centres de collectes de données (data center) pour les opérateurs mobiles et Telecom du pays. C'est aussi Huawei qui est l'acteur principal pour l'expansion du réseau tanzanien dans les zones rurales et pour le réseau de fibre optique (Agbebi et al., 2021). La Chine est donc ici aussi au cœur du développement du pays et dans des domaines aussi différents que sont par exemple l'industrie textile et les télécommunications.

2. Quels sont les intérêts chinois derrière cette aide au développement ?

La Tanzanie est un pays stratégique dans la région des grands lacs qui est une région remplie de ressources naturelles et un passage pour beaucoup de marchés économiques. La Tanzanie est un pays qui se développe rapidement et qui va jouer un rôle de leader dans cette région. Elle a accès à l'océan Indien et donc au Moyen-Orient et à l'Asie et peut donc ouvrir le commerce de la Chine via ses nouveaux ports vers l'intérieur de l'Afrique (Zajontz & Shangwe, 2024). La Chine y voit donc un comptoir commercial très avantageux par lequel elle pourra faire transiter beaucoup de marchandises. De plus, la Tanzanie abrite de nombreuses ressources naturelles telles que l'uranium et des terres rares. Ces ressources sont convoitées par la Chine et en créant une relation de confiance avec la Tanzanie, elle y aura facilement accès (Soni et al., 2025).

Jusqu'à présent la Tanzanie avait maintenu de bonnes relations diplomatiques avec les puissances occidentales. Désormais, toutefois, elle peut s'en détourner car les propositions chinoises sont plus facilement accessibles, notamment ne nécessitant pas d'efforts politiques comme demandés lors des négociations avec les occidentaux (Nantulya, 2018). La Chine voit donc dans la Tanzanie un allié régional en devenir qui pourra lui fournir des ressources stratégiques et un accès à de nouveaux marchés attractifs.

c. Les autres acteurs d'aide humanitaire chinoise en Afrique :

Analysons maintenant une dernière composante de l'action humanitaire chinoise en Afrique : les ONG et la participation chinoise lors des Opérations de Maintien de la Paix (OMP).

i. Les organisations non-gouvernementales chinoises :

Bien que les ONG chinoises diffèrent dans leur structure des ONG occidentales, elles apparaissent sur le terrain sous des formes comparables. Les ONG chinoises ne sont pas spécialement en accord avec les 4 règles de bases de l'action humanitaires, l'indépendance n'étant presque jamais respectée. Par exemple les Instituts Confucius se disent ONG mais restent soumis à la propagande gouvernementale et à son département ministériel (Huang, 2022). Quant à l'impartialité, l'humanité et la neutralité, ceux-ci sont en général respectés. Dans cette partie, il va falloir essayer de découvrir les différentes ONG chinoises et leur réel rôle dans la politique chinoise.

Penchons-nous sur les Instituts Confucius (IC). Les IC sont un réseau d'ONG éducatives qui s'implantent dans un pays où l'éducation est encore peu développée pour offrir un cursus scolaire de bon niveau aux population locales. Cependant les IC sont aussi là pour apprendre le mandarin aux populations et promouvoir le multiculturalisme. Leur but premier est d'éduquer la population locale, le deuxième étant de partager la culture chinoise à tout le pays. Le premier IC avait ouvert à Séoul en 2004, mais en 2017, on comptait déjà plus de 525 IC dans presque tous les pays du monde (146 pays). Les IC sont indépendants du gouvernement chinois (en tout cas en façade...), mais sont en lien direct avec une université locale et une université chinoise (Tao & Wang, 2018).

Dans beaucoup de pays d'Afrique, les IC sont là pour aider les jeunes locaux à développer de nouvelles capacités et à développer des compétences scolaires et universitaires dans beaucoup de domaines. De plus, les IC permettent aussi à des étudiants locaux de gagner des bourses pour partir étudier directement en Chine. C'est donc une ONG qui offre de belles opportunités aux populations locales qui sont souvent en manque d'éducation. A Nairobi au Kenya, par exemple, l'Institut Confucius est considéré comme offrant l'une des meilleures formations du pays. De plus, les professeurs expliquent aux jeunes étudiants, souvent nationalistes, que s'ils travaillent correctement, leur pays finira par devenir aussi développé que la Chine (Huang, 2022). Bien que l'IC se camoufle en ONG, son côté trop vendeur de la culture chinoise le trahit. Certains

sujets sont dissimulés aux étudiants, en particulier ceux qui pourraient nuire à l'image de la Chine, à l'instar de la situation des Ouïghours. L'institut Confucius a aussi tendance à romancer et magnifier l'histoire de Chine qui aboutit à faire de ce pays la plus grande nation au monde... Il y a une forte corrélation entre les récits des IC et les lignes directrices du gouvernement chinois. Les IC entrent donc clairement dans une logique de *Soft power* chinois (Huang, 2021).

En plus de l'aspect éducatif, Handan (qui est le département à la tête des IC et est relié directement au département de l'éducation chinois) envoie des volontaires chinois dans les IC en Afrique pour apprendre des techniques agricoles, des techniques médicales et d'autres aspects que certains pays n'ont pas encore développés. Les IC sont donc un réseau de « fausse ONG » profitant de ce statut pour apporter leur aide au développement des pays africains et en contrepartie y développer l'influence chinoise. Le but principal des IC est de créer une population sinophile à l'étranger qui sera prête à travailler main dans la main avec la Chine dans le futur. La Chine mise donc sur les jeunes populations africaines pour pouvoir les adapter au pouvoir chinois grandissant en les prenant sous tutelle dès leur jeune âge (Bankuwiha, 2020).

Se faire passer pour une ONG à but humanitaire, par principe désintéressée, est donc stratégique de la part de la Chine et peut s'apparenter à une colonisation douce et invisible. C'est donc une stratégie agressive mais utilisant le *Soft power*. C'est un endoctrinement tranquille mais néanmoins certain des jeunes africains qui seront très certainement les décideurs futurs de leur pays (Huang, 2022). L'Institut Confucius (IC) s'implante souvent en complément d'autres formes de projection de puissance chinoise : des actions humanitaires directes relevant du *soft power*, et des actions militaires, notamment depuis la base de Djibouti, relevant du *hard power*. Cet ensemble cohérent constitue une stratégie de *smart power*, qui combine habilement influence militaire, économique et culturelle (Bayala & Badiane, 2021).

ii. Les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) :

Observons maintenant la dernière composante des actions humanitaires étatiques : les opérations de maintien de la paix et les opérations conjointes sous l'égide de l'ONU. Déterminons quelle place occupe la Chine dans la participation à ces opérations et quels sont les avantages potentiels qu'elle peut tirer de cet investissement.

La Chine n'a pas toujours été encline à participer aux OMP. Jusqu'en 1980, la Chine refusait catégoriquement d'être mêlée aux OMP et préférait opter pour un repli sur soi et privilégiait une politique de non-ingérence dans les affaires internationales. En 1981, la Chine a commencé à changer progressivement de vision et a voté en faveur de la création d'OMP à l'ONU. Elle envoie même ses premiers agents observateurs (non-combattants) dans le cadre de la première mission de maintien de la paix de l'ONU pour la Surveillance de la Trêve (ONUST) au Moyen-Orient qui avait débuté en 1948, et avait pour but de veiller au cessez-le-feu après la guerre israélo-arabe de 1948. Depuis cette date jusqu'en 2000, la Chine multiplie les interventions dans les OMP mais seulement de manière passive (observateurs, Logistiques, Police civile, ...). C'est après l'an 2000 que la Chine a décidé de rentrer activement dans les OMP. En 2003, elle compte 120 casques bleus ; en 2017, 3042 répartis sur 10 OMP et en 2021 2465 répartis sur 8 missions (Amer, 2023). Sur le plan financier, la Chine investit aussi. En 2018, elle apportait 10,25% du budget de l'ONU pour les OMP. Ce chiffre a augmenté et en 2021, elle donnait plus de 15%. Elle s'est placée juste derrière les USA. De plus, la Chine est la seule nation du Conseil de Sécurité à avoir créé des brigades spéciales d'interventions pour les OMP avec plus de 8000 soldats prêts à intervenir (Amer, 2023). En février 2025, la Chine se positionne 8^{ème} pays en termes d'envoi de personnel dans les OMP. Si l'on considère les grandes nations, elle se place deuxième derrière l'Inde avec 1797 casques bleus envoyés. Pour comparer, les USA n'en envoient que 22 en février 2025 (Nations Unies, 2025).

Y-a-t-il un avantage spécifique en termes de *Soft power* ? Envoyer des soldats dans une zone stratégique sous l'égide de l'ONU permet de garder un œil sur la sécurité régionale de la zone que l'on souhaite exploiter, sans avoir à envoyer sa propre armée sous les yeux du monde. De plus, c'est un terrain d'entraînement pour les soldats chinois et pour les technologies chinoises. De nombreuses OMP se passent en Afrique et dans des zones où la Chine a investi, il est donc important pour elle de garder la sécurité de ses investissements (Amer, 2023).

Mais d'un point de vue d'influence *Soft power*, il y a aussi des bénéfices à tirer des OMP. La participation aux OMP qui n'a pas pour but d'influencer mais bien d'aider et de sécuriser les zones en crise, est importante pour la Chine sur le plan de son image de marque internationale. La Chine a participé à 12 OMP ces dernières années dont 7 situées en Afrique (au Soudan (UNMIS), au Sahara occidental (MINURSO), en Côte d'Ivoire (UNOCI), en Éthiopie Érythrée (UNMEE), au Libéria (UNMIL), en République Démocratique du Congo (MONUC) et, depuis 2013, au Mali (MINUSMA)). Outre le point de vue stratégique énoncé ci-dessus, la Chine

essaye de renforcer son influence sur le territoire africain. En étant garante de la sécurité des peuples en Afrique, la Chine se positionne en héros. Elle fait comprendre au monde qu'elle est un pays responsable qui est là pour aider les autres et maintenir la sécurité mondiale et la stabilité (Rouiaï, 2018). La Chine agit donc de manière à assouvir ses propres intérêts mais en étant perçue de manière bienveillante et prête à tout faire pour aider ses futurs partenaires.

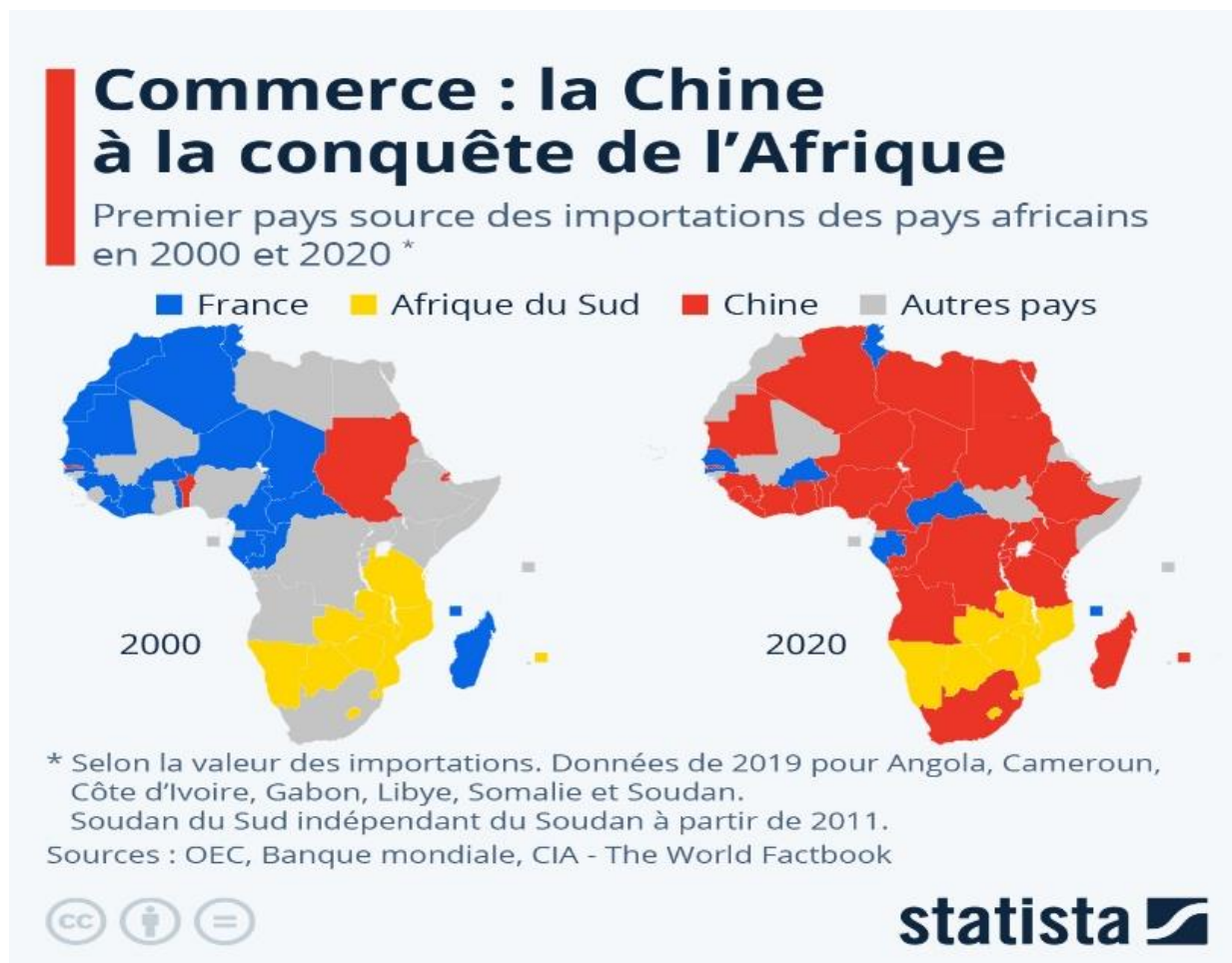
Après avoir étudié les OMP et les ONG chinoises comme armes de *Soft power*, il va désormais être intéressant de comprendre si l'aide humanitaire est un élément efficace de politique d'influence chinoise. Pour se faire, il va donc falloir synthétiser les éléments déjà décrits et voir si l'influence générale chinoise a grandi en l'Afrique, surtout via ces éléments humanitaires.

d. Est-ce que l'aide et l'action humanitaire chinoise est un *Soft power* efficace pour influencer l'Afrique ?

Le travail a passé en revue les 5 composantes de l'action humanitaire : l'aide multilatérale, l'aide bilatérale, l'aide au développement, les ONG et les OMP. Chacune de ces composantes nous a permis d'appréhender un aspect particulier de l'engagement chinois. Cependant, il apparaît que la Chine reste fidèle à sa ligne directrice en matière d'influence en Afrique. La Chine touche majoritairement l'Afrique avec l'aide humanitaire car elle se sert des crises pour se rapprocher des pays dans le besoin. Elle établit ainsi une relation Sud-Sud qui s'écarte des lignes directrices occidentales souvent mal perçues actuellement en Afrique. La Chine arrive à tirer avantage du besoin des pays africains pour s'immiscer dans leur vie politique et accaparer leur attention (Ye, 2023). On constate également que la Chine adapte ses moyens d'influence selon les contextes. Elle n'utilise pas les mêmes leviers vis-à-vis des pays occidentaux, qui présentent des besoins et des modes de pensée différents de ceux des pays africains. Les pays africains souvent moins développés reçoivent tout ce qu'ils ont besoin de la Chine. L'action humanitaire est donc dédiée à toucher ce continent et est utilisée comme outil de pouvoir par la Chine. Mais est-ce que cela fonctionne réellement ?

Sur la figure suivante, empruntée du site Statista, on peut clairement voir qu'en 20 ans, la Chine a réussi à devenir le premier partenaire d'importation des pays africains (Figure 2).

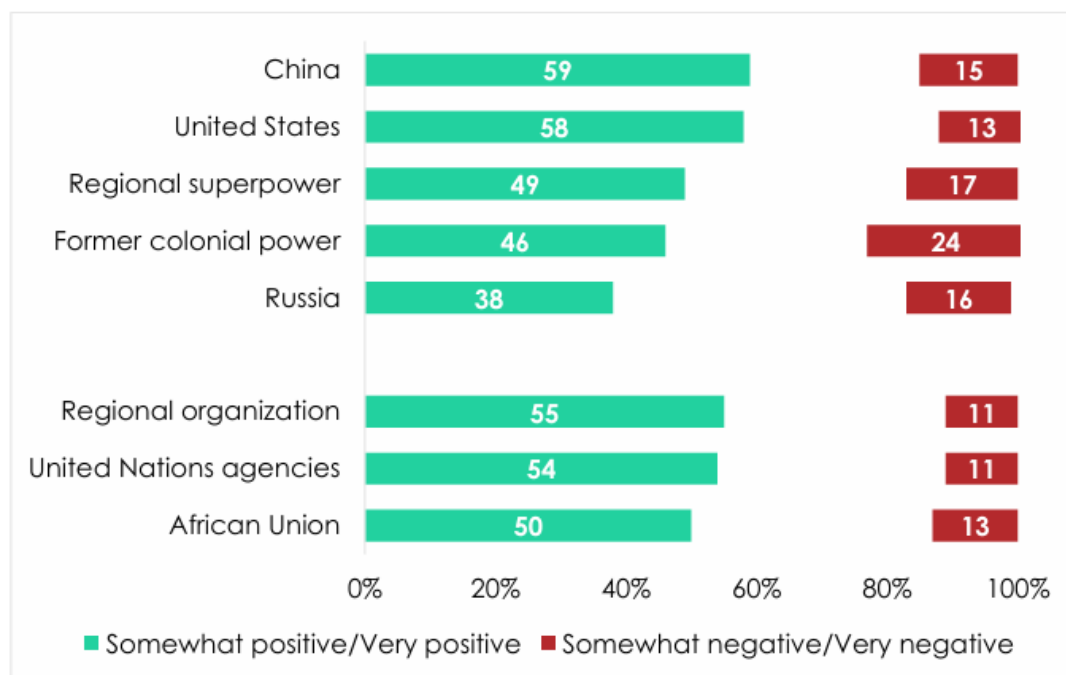
Figure 2 : Evolution des sources d'importation dans les pays africains en 2000 et 2020. En bleu, importations d'origine françaises, en jaune, celles d'Afrique du Sud, en rouge de Chine et en gris d'autres pays. Le lecteur observera la position dominante de la Chine en matière d'importations en 2020 dans une majorité de pays africains. (Statista 2023).



Ceci est directement en corrélation avec l'augmentation de l'influence chinoise sur les pays Africains par rapport aux autres pays. Ce graphique illustre parfaitement un effet de *Soft power* croissant. La Chine se lie directement aux pays africains via leur économie et devient indispensable pour la plupart de ceux-ci. Beaucoup de pays qui était encore liés à la France en 2000 sont désormais tournés vers la Chine. On observe une fracture idéologique d'influence entre le système chinois et le système occidental. On assiste petit à petit à la chute de l'influence occidentale pour laisser place à la montée de la Chine dans le monde africain. Cela reflète également le positionnement de la Chine dans les organismes internationaux.

Dans la figure numéro 3 présentée ci-dessous, une étude est réalisée dans 18 pays africains pour comparer l'influence chinoise et celles d'autres pays en termes de bénéfice pour le pays.

Figure 3 : Perception par la population africaine de l'influence politique et économique de différents partenaires (Chine, Etats-Unis, puissance régionale, ancienne puissance coloniale, Russie, organisation régionale, agences des Nations Unies et Union Africaine. En vert, pourcentage de perception plutôt positive ou très positive et en rouge plutôt négative ou très négative. (Afrobarometer, 2020)



Respondents were asked: In general, do you think that the economic and political influence of each of the following countries/organizations on [your country] is mostly positive, mostly negative, or haven't you heard enough to say?

L'influence de la Chine est bénéfique pour 59% de la population, sachant que dans ces 59%, certains pays ne sont que peu touchés par le *Soft power* chinois. Certains autres pays sont d'accord à plus de 80%. C'est le cas notamment de la Zambie qui voit dans la Chine une influence bénéfique. La Chine devance même les USA à 1% près. Cela peut paraître peu, mais il faut tenir compte du fait que les États-Unis ont instauré un système de *soft power* depuis plus de 50 ans, alors que la Chine ne s'est engagée en Afrique que depuis une vingtaine d'années et a déjà surpassé l'influence de tous les autres acteurs présents sur le continent.

On voit donc une efficacité indiscutable de la politique chinoise dans son influence outre-mer. On peut affirmer via les différents graphiques que le *Soft power* chinois est très efficace en Afrique. La Chine arrive à utiliser des outils non-politiques pour créer une influence grandissante dans les pays en développement. Mais il existe quand même des limites à cette

influence. Le deuxième graphique en parle de lui-même, une des limites principales de l'influence chinoise est la cassure idéologique. En effet, le modèle de développement chinois appliqué en Afrique n'est pas le même que celui mis en place par les États-Unis. Les deux modèles s'entrechoquent et on assiste donc à un terrain de jeu d'influence en Afrique. D'un côté, il y a l'occident colonial, qui a perdu énormément de son influence au fil du temps. D'un autre côté, il y a l'influence américaine avec les outils internationaux tel que le FMI et l'aide monumentale apportée par les USA. Et, en dernier lieu, il y a la Chine de plus en plus présente sur le continent africain. On assiste à une guerre d'influence entre les différents pays. Cependant, depuis l'investiture du président Trump, on risque de voir naître un recul conséquent dans l'influence américaine sur le continent africain, ce qui risque d'être très bénéfique au *Soft power* chinois.

3. Conclusion

Ce travail a permis de mener une analyse approfondie des actions humanitaires chinoises en Afrique, illustrée par différentes études de cas. De Nombreux chiffres auront permis d'illustrer les propos et de comprendre plus en détail quels avantages est-ce que la Chine perçoit dans sa conquête d'influence en Afrique.

a. Réponse à la question de recherche et validation des hypothèses.

Ce travail a permis de répondre à la question de recherche : « Quel est le réel intérêt de la Chine dans son aide humanitaire en Afrique ? Est-ce un intérêt purement humanitaire ou est-ce un intérêt économique et politique lié à la stratégie chinoise de soft power ? »

Pour y répondre, nous avons analysé l'ensemble de l'aide humanitaire et, plus largement, de l'action humanitaire menée par la Chine en Afrique, en identifiant les intérêts que la Chine pouvait y trouver. L'étude a mis en lumière des stratégies d'influence fortes, principalement de nature politique, dans lesquelles l'aide humanitaire sert de vecteur pour élargir son empreinte sur le continent africain.

Tout au long de ce travail, il est apparu que l'action humanitaire de la Chine visait à devenir un partenaire incontournable, tant pour de nombreux pays africains que pour diverses organisations

et institutions internationales. La Chine utilise l'aide humanitaire comme un levier d'influence, la présentant sous un jour altruiste mais la mettant au service d'intérêts stratégiques.

Que ce soit à travers l'aide bilatérale et l'aide au développement, qui rendent certains pays dépendants de ses financements, ou par l'action multilatérale et les OMP, où elle cherche à se positionner en protectrice mondiale et en nation généreuse, la Chine diffuse son modèle. Cette approche est particulièrement efficace, car l'aide humanitaire n'est pas perçue d'emblée comme un instrument politique. Les populations bénéficiaires tendent à voir en la Chine un sauveur bienveillant, ce qui favorise l'acceptation de ses projets et une certaine souplesse politique de la part des gouvernements africains.

Par ailleurs, le soft power chinois s'articule habilement avec des formes de hard power (notamment via les bases militaires et le rôle sécuritaire en Afrique), constituant un smart power particulièrement efficace.

Nous pouvons donc affirmer que la troisième hypothèse se confirme : la Chine ne privilégie pas uniquement l'aide humanitaire ou l'aide au développement, mais combine habilement divers moyens d'action pour toucher un maximum de pays de manières multiples. Par exemple, les pays confrontés à des crises sécuritaires perçoivent la présence des casques bleus chinois comme un signe de solidarité, tandis que d'autres pays, comme la Tanzanie, bénéficient d'une aide plus axée sur le développement économique et éducatif, notamment via les Instituts Confucius.

Ainsi se dessine une stratégie d'influence complexe et multiforme, dissimulée derrière l'action humanitaire chinoise, qui confère à la Chine une influence croissante sur le continent africain. Cette approche pourrait être perçue comme une forme de colonisation moderne, où l'aide humanitaire devient un outil de projection d'influence et de consolidation d'intérêts stratégiques.

4. Bibliographie :

- Agbebi, M., Xue, G., & Yu, Z. (2021). *China-powered ICT Infrastructure : Lessons from Tanzania and Cambodia*. South African Institute of International Affairs.
<https://www.jstor.org/stable/resrep38689>
- Amer, R. (2023). *Les opérations de maintien de la paix en faveur du repositionnement chinois* [Phdthesis, Université Paris-Saclay]. <https://theses.hal.science/tel-04510255>
- Amon, J. Y. (2021). *Les relations sino-africaines ; la nouvelle stratégie Chinoise en Afrique*. <http://hdl.handle.net/10393/42560>
- Aurégan, X. (2015). Les interventions chinoises en Côte d'Ivoire : Aide, investissements et migrants-investisseurs. *Autrepart*, 76(4), 89-108.
<https://doi.org/10.3917/autr.076.0089>
- Aurégan, X. (2017). Les centres de démonstration agricoles chinois en Afrique : Étude de cas en Côte d'Ivoire. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, LXX(275), Article 275. <https://doi.org/10.4000/com.8036>
- Bankuwiha, E. (2020). Le rôle de l'institut confucius en Afrique : Promouvoir le développement des relations sino-africaines. *Revue de l'Université du Burundi (Série Sciences Humaines et Sociales)*, 18, 113-127.
- Bayala, V., & Badiane, K. (2021). China's Aid and Smart Power in Africa : A Different Partnership and Cooperation Model. *Journal of Social Science Studies*, 8(1), 14.
<https://doi.org/10.5296/jsss.v8i1.17576>
- Ben Salem, H. (2016). *Le soft power chinois. Vers un nouveau modèle de partenariat*.
<https://www.afri-ct.org/article/le-soft-power-chinois-vers-un/>
- Bonacina, A. (2021). *Coopération Chine-Afrique : L'initiative Belt and Road en Sierra Leone et en Tanzanie*. <http://hdl.handle.net/1866/26590>

- Brauman, R. (2009). Emotion et action humanitaire. *Études*, 410(1), 9-19.
<https://doi.org/10.3917/etu.101.0009>
- Buirette, P., & Lagrange, P. (2008). IV. Droit international humanitaire et ONG : Le dépassement de l'action humanitaire traditionnelle. *Repères*, 69-80.
- Cabestan, J.-P. (2020). *African Agency and Chinese Power : The Case of Djibouti*. South African Institute of International Affairs.
<https://www.jstor.org/stable/resrep29586>
- Cabestan, J.-P. (2023). 7. La présence chinoise à Djibouti : Quand l'économie rejoint la géopolitique. In *Djibouti au XXIe siècle* (p. 123-147). Karthala.
<https://doi.org/10.3917/kart.colle.2023.01.0123>
- Duarte, P. A. B., Gupta, A., & Delvaje, B. C. (2024). Multilateralism and Soft Power Made-in-China : (Re)Adjusting Role Conception to Meet International Expectations. *East Asia*, 41(4), 325-345. <https://doi.org/10.1007/s12140-024-09424-0>
- Douglas, R., & Al-Ali, S. (2025). Global aid sector reeling as Trump dismantles USAID. *SciDev. net-Governance*.
- Gallarotti, G. M. (2015). Smart Power : Definitions, Importance, and Effectiveness. *Journal of Strategic Studies*, 38(3), 245-281.
<https://doi.org/10.1080/01402390.2014.1002912>
- Gazibo, M., & Mbabia, O. (2010). La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique. *Études internationales*, 41(4), 521-546.
<https://doi.org/10.7202/045561ar>
- Gouriellec, S. L. (2023). 6. La politique étrangère d'un « petit État ». In *Djibouti au XXIe siècle* (p. 107-121). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.colle.2023.01.0107>
- Holsti, K. J. (1964). The Concept of Power in the Study of International Relations. *Background*, 7(4), 179-194. <https://doi.org/10.2307/3013644>

- U.S. House of Representatives, Committee on Foreign Affairs. (2022). *China Regional Snapshot: Sub-Saharan Africa*. <https://foreignaffairs.house.gov/china-regional-snapshot-sub-saharan-africa/>
- Huang, M., & Ren, P. (2012). L'aide étrangère de la Chine dans l'architecture de l'aide internationale. *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*, 3, Article 3. <https://doi.org/10.4000/poldev.959>
- Huang, Z. A. (2021). L'Institut Confucius dans le cadre du FOCAC : Une stratégie d'institutionnalisation à la chinoise. In *Les influences chinoises en Afrique. 1. Les outils politiques et diplomatiques du "grand pays en développement"* (p. 17-22). IFRI - Institut Français des Relations Internationales. <https://hal.science/hal-03468223>
- Huang, Z. A. (2022). L'Institut Confucius et la diplomatie publique chinoise en Afrique : Un organe de propagande déguisée en ONG ? *Hermès, La Revue*, 89(1), 60-66.
- Kernen, A., & Mathys, A. (2020). La crise de la Covid-19 et le repositionnement international de la Chine. *L'Europe en Formation*, 391(2), 54-66. <https://doi.org/10.3917/eufor.391.0054>
- Killeen, O. J., Davis, A., Tucker, J. D., & Mason Meier, B. (2018). Chinese Global Health Diplomacy in Africa : Opportunities and Challenges. *Global health governance : the scholarly journal for the new health security paradigm*, 12(2), 4-29.
- Koffi, P. K. (2021). *Le Monde, l'Afrique et la Côte d'Ivoire d'hier à l'horizon 2040*. 1-500.
- Kokoroko, D. (2020). *La Chine en Afrique: quelle coopération agricole pour quelle sécurité alimentaire?*. K. N. Tsigbe (Ed.). Juriscope.
- Lincot, E. (2019). La Chine et sa politique étrangère : Le sharp power face à l'incertitude ? *Revue internationale et stratégique*, 115(3), 39-49. <https://doi.org/10.3917/ris.115.0039>

- Mathonnat, J. (2020). La Chine, la dette et les motivations de l'aide chinoise à la santé en Afrique sub-saharienne : Où est l'arbre et où est la forêt ? *Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), ClermontFerrand, No. B204.*
- Mutai, N. C., Cuong, N. M., Dervishaj, V., Kiarie, J. W., Misango, P., Ibeh, L., Popoola, O. M., & Lallmahamood, M. (2024). Examining the sustainability of African debt owed to China in the context of debt-trap diplomacy. *Scientific African, 24*, e02164. <https://doi.org/10.1016/j.sciaf.2024.e02164>
- Nantulya, P. (2018). Grand Strategy and China's Soft Power Push in Africa. *Africa Center*. Consulté 22 avril 2025, à l'adresse <https://africacenter.org/spotlight/grand-strategy-and-chinas-soft-power-push-in-africa/>
- Nye, J. S. (1990). Soft Power. *Foreign Policy, 80*, 153-171. <https://doi.org/10.2307/1148580>
- Pairault, T. (2023). 12. Zones économiques spéciales « chinoises » : Djibouti, Éthiopie et Maroc comparés. In *Djibouti au XXIe siècle* (p. 231-249). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.colle.2023.01.0231>
- Payette, A. (2015). Quel pouvoir pour la Chine ? une critique du soft power. *Numéro spéciale sur le Soft power en Asie, 25.*
- Rouiaï, N. (2016). *Ciné-Géographie hongkongaise. Le Hong Kong cinématographique, outil du soft power chinois*. [Phdthesis, Paris-Sorbonne]. <https://shs.hal.science/tel-01745845>
- Rouiaï, N. (2018). *Sur les routes de l'influence : Forces et faiblesses du soft power chinois*. Géoconfluences; École normale supérieure de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois>

- Schümperli Younossian, C. (2004). 2. Coopération avec les pays en développement. *Annuaire suisse de politique de développement*, 23-1, Article 23-1. <https://doi.org/10.4000/aspd.470>
- Selassie, A. A., Hume, A. R., & Schipke, A. (2025). Liens entre l’Afrique et la Chine : Approfondir et élargir les liens - Extrait. In *Liens entre l’Afrique et la Chine*. International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/ACDLFAEX.071>
- Soni, R. S., Thakkar, H. K., Haneklaus, N. H., Mwalongo, D. A., Patwardhan, A. W., & Ghosh, P. K. (2025). Selective extraction of uranium from nitric acid leachate of Minjingu rock phosphate. *Hydrometallurgy*, 233, 106448. <https://doi.org/10.1016/j.hydromet.2025.106448>
- Tao, Y., & Wang, J. (2018). Confucius Institutes. *Oxford Bibliographies in Chinese Studies*, 149.
- Xiaoyang, T. (2014). Investissements chinois dans l’industrie textile tanzanienne et zambienne:De l’aide au marché. *Afrique contemporaine*, 250(2), 119-132. <https://doi.org/10.3917/afco.250.0119>
- Ye, W. (2023). Fragmented Soft Power : Bureaucratic Politics and China’s Foreign Aid in Education to Africa. *Journal of Contemporary China*, 32(142), 635-651. <https://doi.org/10.1080/10670564.2022.2109813>
- Zajontz, T., & Shangwe, M. (2024). Contemporary Geopolitics-cum-Geoeconomics in East Africa. In Z. Cope (Éd.), *The Palgrave Handbook of Contemporary Geopolitics* (p. 683-710). Springer Nature Switzerland. https://doi.org/10.1007/978-3-031-47227-5_15
- Zhang, H. (2020). Allier l’aide aux contrats : Le rôle des projets internationaux dans l’aide chinoise au développement (C. Richou, Trad.). *Perspectives chinoises*, 2020(4), Article 4.

Cours universitaires :

- Liégeois, M. (2024). *Action humanitaire en situation de conflit* [Support de cours, Master de spécialisation en action humanitaire internationale]. Université catholique de Louvain.
- Rens, S. (2025). *L'action humanitaire des États* [Cours magistral, Master de spécialisation en action humanitaire internationale]. Université catholique de Louvain.
- Xiao, L. (2022). *Cours CM en civilisation chinoise contemporaine “ Presse et média ”* [Licence]. <https://hal.science/hal-04041934>

Bases de données :

- Afrobarometer. (2020). *Africans regard China's influence as significant and positive, but declining* (Dépêche n° 407). Afrobarometer. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/ad407-chinas_perceived_influence_in_africa_decreases-afrobarometer_dispatch-14nov20.pdf
- Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2024). *Resource mobilization annual report dashboard*. FAO. <https://tableau.apps.fao.org/views/RMAnnualreport-EN/DashboardAnnualreport>
- International Development Association. (2024). *Additions to Resources: Twentieth Replenishment (Resolution No. 248)*. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099841004042214431/idu0071008f30a7bf04ecd0b4e00311325799dc2>
- International Monetary Fund. (2025). *Members' quotas and voting power*. <https://www.imf.org/en/About/executive-board/members-quotas>

- Nations Unies. (2024). *Pays contributeurs en soldats et policiers*.
<https://peacekeeping.un.org/fr/troop-and-police-contributors>
- Statista. (2023). *Commerce : la Chine à la conquête de l'Afrique – Pays source des importations en Afrique entre 2000 et 2020* [Graphique]. <https://fr.statista.com>

Résumé du TFE :

Ce mémoire s'inscrit dans le champ de la recherche sur le soft power de la Chine et s'intéresse plus particulièrement à un vecteur précis de cette stratégie : l'action humanitaire. En étudiant l'engagement humanitaire de la Chine en Afrique, ce travail tentera de mettre en lumière le lien direct entre la politique d'influence chinoise et sa présence sur la scène humanitaire internationale

Pour ce faire, l'analyse s'appuiera sur les cinq grandes formes d'actions humanitaires étatiques, afin de proposer une étude approfondie de l'action humanitaire chinoise sur le continent africain. Elle visera également à comprendre **les** intérêts stratégiques qui sous-tendent les relations sino-africaines, en identifiant les enjeux politiques et économiques pour Pékin dans certains pays du continent.

In fine, ce travail s'efforcera d'esquisser une réponse à la question de l'efficacité de l'influence chinoise en Afrique, en examinant les liens entre aide humanitaire, généralement perçue comme neutre, bienveillante et désintéressée, et soft power, conçu comme un outil d'influence sans recours à la force.

En somme, ce mémoire cherchera à répondre à la question suivante : l'aide humanitaire est-elle un vecteur du soft power chinois en Afrique ?

Mots-clés : Action humanitaire, *Soft* power, Chine, Afrique, Influence